Ce fichier a été téléchargé le jeudi 19 novembre 2026 sur Criminocorpus, Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.
24 janvier 2023

- Citer cette page

Pour citer cette page

Le Code civil, *Musée Criminocorpus* publié le 24 janvier 2023, consulté le 19 novembre 2026.
Permalien : https://criminocorpus.org/fr/ref/25/19707/
-

Code civil

Chapitre I — De la jouissance des droits civils

Extrait

Article 13

Version du 8 mars 1803

Texte source : ***Code civil des Français, édition originale et seule officielle, à Paris, de l'imprimerie de la République, An XII, 1804.***

L'étranger qui aura été admis par le Gouvernement à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider.

Version du 3 septembre 1807

Texte source : ***Code Napoléon, seconde édition officielle du Code civil.***

L'étranger qui aura été admis par l'autorisation de l'Empereur ~~le Gouvernement~~ à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider.

Version du 30 août 1816

Texte source : ***Ordonnance contenant la 3e édition officielle du Code civil.***

L'étranger qui aura été admis par l'autorisation du Roi ~~de l'Empereur~~ à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider.

Version du 4 novembre 1848

Texte source : ***Constitution du 4 novembre 1848.***

L'étranger qui aura été admis par l'autorisation du Gouvernement ~~Roi~~ à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider.

Version du 26 juin 1889

Texte source : ***Loi sur la nationalité.***

L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer ~~admis par l'autorisation du Gouvernement à établir~~ son domicile en France ~~France,~~ y jouira de tous les droits civils.

L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

~~civils, tant qu'il continuera d'y résider.~~